



CHAPITRE 91

Loi concernant Ville Saint-Pierre et Canadian Car Company Limited

[Sanctionnée le 6 février 1958]

CHAPTER 91

An Act respecting Ville Saint-Pierre and Canadian Car Company Limited

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préambule.

ATTENDU que Ville Saint-Pierre, située dans le district de Montréal, a, par sa pétition, représenté:

Que Canadian Car Company Limited projette d'agrandir considérablement ses usines situées dans le territoire de cette ville;

Qu'un tel agrandissement et qu'une telle expansion contribueront largement au progrès et à la prospérité de la ville et fourniront du travail à de nombreux ouvriers et employés, contribuables de la ville ou qui le deviendront;

Que ladite compagnie a représenté à la pétitionnaire qu'il est indispensable à l'agrandissement de cette industrie dans la ville que les taxes foncières, tant générales que spéciales, municipales et scolaires payables annuellement sur ses biens, à l'exception de la taxe d'eau, soient fixées à un montant déterminé par une période de huit années;

Qu'il est à l'avantage de la ville de coopérer à l'expansion dans son territoire de cette importante industrie qui a déjà beaucoup contribué à l'amélioration de sa situation financière et au bien-être de ses citoyens;

Que par résolution du conseil de ville de la pétitionnaire adoptée le 12 mars 1957, la pétitionnaire a jugé à propos d'accepter la proposition de la compagnie et de fixer le montant annuel des taxes municipales à quatre-vingt mille dollars, comprenant les taxes générales et spéciales à l'except-

Preamble.

WHEREAS Ville Saint-Pierre, situated in the district of Montreal, has, by its petition, represented:

That Canadian Car Company Limited plans to enlarge considerably its factories situated within the territory of such town;

That such enlargement and expansion will greatly contribute to the progress and prosperity of the town and will provide work for many workmen and employees, who are or will become ratepayers of the town;

That the said company has represented to the petitioner that it is necessary for the enlargement of this industry in the town that the real estate taxes, both general and special, municipal and school, to be paid annually on its property except the water-rate, be fixed at a stated amount for a period of eight years;

That it is in the interest of the town to cooperate in the expansion within its territory of this important industry which has already contributed greatly to the improvement of its financial condition and to the welfare of its citizens;

That by a resolution of the town council of the petitioner passed on the 12th of March, 1957, the petitioner deemed it expedient to accept the proposal of the company and to fix the annual amount of the municipal taxes at eighty thousand dollars, including general and special taxes

tion de la taxe d'eau, le tout sujet à confirmation par la Législature;

Que la municipalité scolaire de Saint-Pierre-aux-Liens dans les limites de laquelle les usines de la compagnie sont situées a adopté une résolution le 19 mars 1957, acceptant et fixant les taxes scolaires payables par la compagnie à la somme de quatre-vingt mille dollars par année;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Nonobstant toutes lois générales ou spéciales à ce contraire

a) les taxes municipales de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à l'exception de la taxe d'eau et de la taxe d'affaire à être payées à la Ville Saint-Pierre par Canadian Car Company Limited sur ses biens présents ou futurs situés dans la municipalité sont fixées à la somme de quatre-vingt mille dollars par année pour la période s'étendant du premier janvier 1958 au 31 décembre 1965;

b) les taxes scolaires de quelque nature qu'elles soient, générales ou spéciales, à être payées sur les biens de la compagnie présents et futurs situés dans le territoire de la Ville Saint-Pierre sont fixées à la somme de quatre-vingt mille dollars par année, pour les années scolaires 1957-58 à 1964-65 inclusivement, telle somme devant être partagée entre les commissions scolaires catholique et protestante dans les territoires où sont situées les susdites usines de la compagnie, au prorata des enfants de chacune des commissions scolaires concernées, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique.

2. Les frais de la présente loi seront à la charge de la compagnie.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

except the water-rate, the whole subject to confirmation by the Legislature;

That the school municipality of Saint-Pierre-aux-Liens, within the limits of which the factories of the company are situated, adopted a resolution on the 4th of October, 1957, accepting and fixing the school taxes to be paid by the company at the sum of eighty thousand dollars per annum;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Notwithstanding any general law or special act to the contrary

a. the municipal taxes of every nature whatever, general and special, except the water-rate and the business tax to be paid to Ville Saint-Pierre by Canadian Car Company Limited on its present or future property situated within the municipality are fixed at the sum of eighty thousand dollars per annum for the period from the first of January, 1958 to the 31st of December, 1965;

b. the school taxes of every nature whatever, general and special, to be paid on the present and future property of the company situated within the territory of Ville Saint-Pierre are fixed at the sum of eighty thousand dollars per annum, for the school years from 1957-58 to 1964-65 inclusive, which sum shall be apportioned between the Catholic and Protestant school boards within the territories where the aforesaid factories of the company are situated, proportionately to the number of children of each of the school boards interested, as determined by the census provided in section 285 of the Education Act.

2. The costs of this act shall be charged to the company.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Taxes
fixes.

Frais.

Entrée en
vigueur.

Fixed
taxation.

Costs.

Coming
into force.